

[Text]

programs should respond to the needs of industry. To this end, responsibility for proposing projects should rest with industry because of its familiarity with the marketplace rather than with government. The role of government should be limited to choosing among requests for support.

The Committee agrees that **grant and contribution programs to support research, development and innovation should be responsive to the needs of industry and the marketplace.** It suggests that the funds required to finance these programs in future should be reassessed when the impact of recent amendments to the Income Tax Act, in particular the Scientific Research Tax Credit, can be determined.

Technology Centres

Sponsorship of technology centres that provide R&D and other technical services to industry is another important way in which governments assist technological innovation and its diffusion in Canadian industry. Mr. Tyaack thought that centres in which universities and industry co-operate were most effective in this regard. He favoured government support of such centres over government contributions to industry. Mr. Chow, Manager, Government Contracting, Pratt and Whitney Canada Inc., speaking for the CMA, said, "These government-sponsored centres often act as showcases to help Canadian industry learn about new technologies and their application in the workplace and they provide information which is often not available elsewhere". (2-32-3:8) However, Mr. Chow went on to say that the CMA was "shocked" (2-32-3:8) by the recent proliferation of these government sponsored centres. He told the Committee that "Hundreds of skilled researchers have been taken out of productive employment to work in these centres, creating selected manpower shortages at a time when the country is experiencing record high unemployment". (2-32-3:8) He continued:

The CMA believes that these centres and institutes should continue to provide services to industry, but they should all strive to become self-supporting within an agreed time-frame. Market and private sector links are essential if these centres are to contribute to and not put a drain on Canada's future economic and employment growth. Freed from the burden of excessive dependency on government, we expect that there will be improved co-ordination of activities and the centres will become more responsive to the real, not perceived, needs of industry. (2-32-3:8)

In the face of this evidence **the Committee is concerned about the the proliferation of technology centres in Canada supported by federal or provincial governments that may not be meeting identified needs. It recommends that the federal government, as a matter of urgency, examine its policies with respect to the support of technology centres, taking into account provincial government initiatives in this area, with a**

[Traduction]

ments respectifs un appui à la R-D. L'AMC et d'autres témoins ont souligné, toutefois, que les programmes de subventions et de contributions devraient être adaptés aux besoins de l'industrie. À cette fin, il appartiendrait à l'industrie, plutôt qu'au gouvernement, de proposer des projets puisqu'elle connaît mieux le marché. Le gouvernement devrait se limiter à sélectionner les demandes d'aide.

Le Comité convient que **les programmes de subventions et de contributions à l'appui de la recherche, du développement et de l'innovation devraient être adaptés aux besoins de l'industrie et du marché.** Il estime que les fonds nécessaires au financement de ces programmes devraient être réévalués une fois connues les incidences des récentes modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu, plus particulièrement en ce qui concerne le crédit d'impôt à la recherche scientifique.

Centres de technologie

Le financement des centres de technologie qui fournissent à l'industrie des services de R-D et d'autres services techniques est un autre moyen important qu'utilisent les gouvernements pour appuyer l'innovation technologique et sa diffusion dans l'industrie canadienne. M. Tyaack estimait que les centres dans lesquels les universités et l'industrie coopèrent sont les plus efficaces à cet égard. Il a dit préférer que le gouvernement appuie de tels centres au lieu d'accorder des contributions à l'industrie. Parlant au nom de l'AMC, M. Chow, directeur des contrats gouvernementaux pour la firme Pratt and Whitney Canada Inc., a dit: «Ces centres, financés par le gouvernement, servent souvent de centres 'de démonstration' qui aident l'industrie canadienne à se renseigner sur les nouvelles technologies et leur application en milieu de travail; ils leur fournissent, de plus, des renseignements qui ne sont souvent pas disponibles ailleurs» (2-32-3:8). Toutefois, M. Chow a ajouté que l'AMC avait été «frappée» (2-32-3:8) par la prolifération récente de ces centres financés par le gouvernement. Il a dit au Comité que «des centaines de chercheurs qualifiés ont été encouragés à quitter des emplois productifs pour travailler dans ces centres, créant ainsi des pénuries de main-d'oeuvre sélectives à une période où le pays connaît un taux de chômage inégalé» (2-32-3:8). Il a ajouté:

«L'AMC est d'avis que ces centres et institutions devraient continuer d'offrir leurs services à l'industrie, mais qu'ils devraient également tous s'efforcer de devenir indépendants dans des délais convenus. Ces centres doivent avoir des liens avec le secteur privé et le marché s'ils veulent contribuer plutôt que nuire à l'essor économique du Canada, et à la création d'emplois. À notre avis, lorsque ces centres seront libérés du fardeau que représente une trop forte dépendance envers le gouvernement, les activités en seront mieux coordonnées et les centres deviendront plus sensibles aux besoins réels de l'industrie» (2-32-3:8).

Devant ces témoignages, **le Comité s'inquiète de la prolifération au Canada des centres technologiques financés par les gouvernements fédéral ou provinciaux et qui ne répondent peut-être pas aux besoins qui ont été déterminés. Il recommande que le gouvernement fédéral examine, de toute urgence, sa politique d'appui aux centres technologiques en tenant compte des initiatives des gouvernements provinciaux dans ce**